

Questions sur les femmes et le travail : une lecture de la crise

Questions on Women and Work: an Interpretation of the Crisis

Marianne KEMPENEERS

Volume 19, Number 1, avril 1987

Sociologie des phénomènes démographiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001383ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001383ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

KEMPENEERS, M. (1987). Questions sur les femmes et le travail : une lecture de la crise. *Sociologie et sociétés*, 19(1), 57–72. <https://doi.org/10.7202/001383ar>

Article abstract

The upheaval of employment and family structures in the last twenty years has been a major challenge for the social sciences. Even if these transformations are complex and still too recent to be analyzed overall, one can not but be struck by the undeniable fact that women occupy a pivotal position in the dynamics of these changes. It is women who, by the nature of the tasks historically assigned to them in the family and on the labor market, find themselves at the heart of the process of re-articulation of these two poles of social organization. Consequently, it appears essential to analyze women's work in greater depth, the alternation between salaried/ domestic no longer corresponding to traditional patterns. The hypothesis here is that the transformations which have occurred in women's work, in its rhythm as well as in the relationships which structure it, hold a privileged position in revealing social transformations taken as a whole. To achieve this, a critical approach must be adopted within the disciplinary divisions to which women's work has been subjected. The very concepts of work and of family thus demand reconsideration. The present paper attempts to illustrate this necessity and to open new pathways for reflection both sociological and demographic.

Questions sur les femmes et le travail: une lecture de la crise



MARIANNE KEMPENEERS

INTRODUCTION

Crise de la famille, crise démographique, crise de société? Ce n'est pas un hasard si ces questions sont aujourd'hui au cœur de la recherche et des débats en sciences sociales¹. En effet, l'ampleur sans précédent des changements survenus ces vingt dernières années dans la structure des familles et dans celle de l'emploi constitue un véritable défi, tant pour la démographie que pour la sociologie et l'économie politique.

D'un point de vue démographique, on ne peut plus imputer à des effets de calendrier², des phénomènes aussi remarquables que la chute de la fécondité, la progression de l'emploi féminin, les nouvelles formes de cohabitation et la confusion des repères traditionnels du «cycle de la vie familiale»³. Ces changements apparaissent désormais comme les signes d'une mutation en profondeur de notre société. Car, rappelons-le, ce qui s'observe actuellement au Canada, n'est pas différent de ce qui se passe dans la plupart des pays occidentaux.

Peut-on pour autant parler de crise ou s'agit-il plutôt d'un de ces moments où «l'histoire hésite»? Nul n'est en mesure, actuellement, de répondre à cette question car ces transformations sont complexes et surtout, trop récentes, pour se prêter à une analyse globale. Néanmoins, on ne peut manquer d'être frappé par un fait indéniable, à savoir la *position charnière occupée par les femmes* dans cette évolution. En effet, qu'on aborde ces changements à partir du champ de la

1. En témoigne, par exemple, le thème retenu lors du dernier colloque organisé par la Fédération canadienne de démographie (Ottawa, 28-29 novembre 1986): «Crise de la famille: crise démographique?» Le présent article s'inscrit dans le prolongement de la communication prononcée lors de ce colloque, sous le titre: «L'Enquête sur la fécondité au Canada: un outil privilégié pour l'étude de l'activité féminine». Nicole Laurin y a apporté de très précieuses indications. Je lui exprime ici ma plus vive reconnaissance.

2. On trouvera des illustrations pertinentes, d'un point de vue sociologique, des pièges que comportent ces «effets de calendrier» familiaux aux démographes, dans: D. Kessler et A. Masson (édit.). *Cycles de vie et générations*, Paris, Economica, 1985.

3. Ce concept de «cycle de vie familiale» constitue un outil essentiel, en démographie, pour l'analyse de la statistique des familles. Il repose sur un découpage en cinq phases: a) *la phase préparentale*, allant de la formation du couple à la naissance du premier enfant; b) *la phase d'agrandissement*, qui s'étend de la naissance du premier enfant à celle du dernier; c) *la phase de stabilisation*, où tous les enfants sont déjà nés et encore présents au foyer; d) *la phase de contraction*, pendant laquelle les enfants quittent un à un le domicile de leurs parents; e) *la phase postparentale*, qui va du départ du dernier enfant à la dissolution du couple.

Voir à ce sujet: Y. Perron et E. Lapierre-Adamcyk, «Le cycle de la vie familiale comme cadre d'analyse de la statistique des familles», *les Familles d'aujourd'hui*, AIDELF, Paris, 1986, 357-365.

famille ou de celui du travail salarié, on en arrive au même constat: ce sont les femmes qui, de par les tâches qui leur sont historiquement assignées et dans la famille et sur le marché de l'emploi, se trouvent au cœur des transformations simultanées de ces deux pôles de l'organisation sociale.

Selon nous, les transformations familiales et démographiques, loin de constituer des facteurs exogènes agissant sur les transformations de l'emploi, relèvent d'une seule et même logique. Du point de vue de l'économie critique, cette logique est celle d'une réarticulation des structures familiales et des structures productives, comme principe de base de la gestion de la main-d'œuvre⁴. Cela suppose qu'il n'y a pas d'effet de détermination simple entre les transformations du travail et de la famille.

De telle sorte que la question n'est pas de savoir lequel est cause ou conséquence, mais bien plutôt de considérer que, du fait que leurs logiques sont imbriquées, le travail suppose la famille et réciproquement, et que l'un n'existe qu'avec l'autre⁵.

Ce point de vue oblige à s'interroger sur le caractère «démographique» des transformations de la population active d'une part, et de la famille d'autre part. Nous posons quant à nous, que les phénomènes habituellement étiquetés comme étant de nature démographique (nuptialité, fécondité, mortalité) relèvent de cette logique d'une gestion nouvelle des formes de la famille et du travail.

C'est la spécialisation des langages et des constructions en sciences sociales, qui a amené ce fractionnement des objets Famille et Travail⁶. Ce fractionnement est double, tenant à la fois à l'autonomisation des champs (démographie et sociologie en particulier) et, à l'intérieur de chacun d'eux, à la séparation des pôles (sociologie de la famille, sociologie du travail et, en démographie, fécondité et activité...).

Prendre pour objet d'étude *le travail des femmes*, oblige à réconcilier ces visions fragmentées. Cela permet en outre d'avancer, et c'est là notre hypothèse, que les transformations du travail féminin, tant dans son rythme que dans les rapports qui le structurent (rapports familiaux et rapport salarial), sont un révélateur privilégié des transformations qui affectent l'ensemble de la société. Aussi, une analyse approfondie des formes récentes de ce travail, alloué désormais selon un calendrier différent à la sphère domestique et extra-domestique, devrait permettre de déceler certains des mécanismes fondamentaux du processus de réarticulation, en cours actuellement, entre ces deux sphères⁷.

Une telle analyse, bien entendu, dépasse le cadre de cet article. Elle implique d'intégrer les acquis récents des recherches sur les femmes, le travail et la famille, et de fonder une véritable démarche pluridisciplinaire. En effet, le renouveau des théories féministes, dans les années 70, en amenant à s'interroger sur les bases économiques de l'oppression des femmes, a obligé les sciences sociales à «découvrir» le travail domestique et, de ce fait, à redécouvrir la famille⁸. Cela posait deux problèmes distincts, mais liés: d'une part, celui du statut théorique de ce travail et de son cadre, la famille. D'autre part, celui des concepts et méthodes utilisés jusque-là pour analyser *le travail et la famille*. Il est apparu, en effet, qu'en ayant limité la notion de travail à celle d'activité salariée, et considéré la famille comme une instance monolithique, au cycle immuable, on se retrouvait avec des outils d'analyse fragmentaires et peu adaptés à la réalité des changements en cours. Le malaise créé par cette constatation a ouvert la voie à une vaste entreprise critique, tant

4. Cette ligne d'analyse, est particulièrement explicite dans P. Bouillaguet-Bernard, A. Gauvin, «Le travail féminin. Famille et système reproductif», *Consommation*, n° 2, 1979, 53-98. M. A. Barrère-Maurisson, «Gestion de la main-d'œuvre et formes familiales: du paternalisme à la recherche de flexibilité», *Économies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, n° 14, 1986, 165-187.

5. M. A. Barrère-Maurisson, *ibid.*, p. 171.

6. On trouve une réflexion un peu échevelée mais éclairante sur ce point dans R. Lenoir, «L'effondrement des bases sociales du familialisme (I) Transformations du familialisme et reconversions morales (II)», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 57 (juin 1985) et 59 (septembre 1985).

7. Pour l'analyse des fondements théoriques de ce processus d'articulation entre sphère domestique et non domestique et, en particulier, de l'évolution du rôle de la famille et de l'État dans cette dynamique, on se reportera à N. Laurin-Frenette, «Féminisme et anarchisme: quelques éléments théoriques et historiques de la relation entre le Mouvement des femmes et l'État», *Femmes et politique*, Le Jour, 1981: 147-185.

8. B. Lautier, «Formes de production capitaliste et «procès de travail domestique», *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n° 1, octobre-décembre 1977, 61-91. F. Bourgeois, A. Kartchevsky-Bulport, B. Lautier, «La famille et les sciences sociales: socialisation et reproduction», *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n° 6, janvier-mars 1979, 108-128. O. Chenal, D. Kergoat, «Production et reproduction. Les jeunes travailleuses, le salariat et la famille», *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n° 17, octobre-décembre 1981, 118-140. R. B. Dandurand, «Famille du capitalisme et production des êtres humains», *Sociologie et sociétés*, XIII, 2, 1981, 95-113.

en économie politique, qu'en sociologie du travail, de la mobilité et de la stratification⁹, de même que dans certains courants en démographie¹⁰. Cela a imposé un regard nouveau sur le travail et la famille, et surtout, sur les liens complexes de nécessité réciproque qui les unissent. L'approfondissement de cette démarche en démographie, fait l'objet d'une thèse en cours actuellement¹¹.

Notre propos, dans cet article, relève de cette entreprise critique mais se trouve plus particulièrement circonscrit à certaines de ses implications méthodologiques et conceptuelles. Nous procédons en trois étapes. En premier lieu, nous rappelons les principaux changements survenus dans l'emploi féminin au Canada, ce à partir des données officielles du Recensement et de l'E.P.A.¹². Cela amène à s'interroger sur la signification de ce type de données pour rendre compte du calendrier réel des trajectoires féminines. C'est pourquoi, en deuxième partie, nous proposons une autre lecture des tendances observées, cette fois à partir de données préliminaires tirées de l'Enquête sur la fécondité au Canada (1984). Ces données mettent en lumière la complexité du phénomène, typiquement féminin, des interruptions d'emploi. Et, bien que descriptives, elles invitent à reconsidérer certaines visions réductrices de l'impact des responsabilités maternelles sur la discontinuité en emploi des femmes. La troisième partie, de nature exploratoire, vise à identifier quelques perspectives majeures annoncées par ces données. Nous tentons en particulier de montrer le caractère organique des diverses contraintes à l'œuvre simultanément du côté de la famille et du côté de l'emploi et qui, peu à peu, induisent une gestion nouvelle du temps féminin.

I. LES FEMMES ET L'EMPLOI: LA FACE CACHÉE DE L'ANALYSE PAR LES TAUX D'ACTIVITÉ

Au Canada comme dans la plupart des pays occidentaux, le rapport des femmes à l'emploi salarié s'est considérablement modifié depuis vingt ans. Le changement le plus spectaculaire, a-t-on coutume de dire, est l'accroissement des taux d'activité, mesuré par le Recensement et l'Enquête sur la population active (EPA). Or, cet accroissement, aussi spectaculaire soit-il, est loin d'être connu dans toutes ses dimensions. En particulier, on connaît mal la contribution des générations successives à cette progression des taux d'activité. Seules des données rétrospectives d'enquête peuvent apporter un éclairage utile sur l'évolution de l'activité féminine qui se distingue de l'activité masculine par une caractéristique fondamentale, sa discontinuité dans le temps. Ce sont précisément les multiples rythmes de cette discontinuité (sur le court, le moyen et le long termes) qui, pour une bonne part, interviennent dans l'évolution des taux. Attirons dès maintenant l'attention sur le fait que les interruptions d'emploi, quelle qu'en soit la cause, sont bien une donnée constitutive des trajectoires *féminines*, puisque plus de 60 % des femmes contre seulement 16 % des hommes interrogés en 1984, déclaraient avoir connu une ou plusieurs *interruptions d'au moins une année*, depuis leur entrée dans la vie active¹³.

Les taux d'activité des femmes, au Canada, sont passés de 38 % en 1970 à 53 % en 1983. Un fait remarquable, si l'on considère que cette croissance s'est maintenue tout au long de la période de crise économique du début des années 1980: entre 1981 et 1983, en effet, la population active féminine a connu une hausse plus de cinq fois supérieure à celle enregistrée chez les hommes pour la même période¹⁴.

9. Un numéro complet de *Sociologie du travail*, 3-84, Paris, Gauthier-Villars, est consacré à cette entreprise critique. On y soulignera, entre autres, les contributions de M. A. Barrère-Maurisson, «Du travail des femmes au partage du travail. Une approche des régulations familiales face aux évolutions du travail: le cas de la France depuis 1945», pp. 243-255. D. Chabaud, «Problématiques de sexes dans les recherches sur le travail et la famille», pp. 346-360. Dans les champs de la mobilité et de la stratification, voir par exemple: M. Chaudron, «Sur les trajectoires sociales des femmes et des hommes. Stratégies familiales de reproduction et trajectoires individuelles», *le Sexe du travail*, Grenoble, P. U. G., 1984, 17-28. C. Delphy, «Les femmes dans les études de stratification», dans A. Michel, *les Femmes dans la société marchande*, Paris, P.U.F., 1978.

10. Pour une critique des concepts d'activité et de chômage dans les études démographiques, voir M. H. Saint-Pierre, «Spécificité du chômage des femmes», *Cahiers québécois de démographie*, vol. 14, n° 2, 1985, 165-185.

11. Au Département de démographie de l'Université de Montréal, sous le titre (provisoire): «Le rôle des femmes dans la production sociale: essai de réunification conceptuelle du champ du travail féminin».

12. E.P.A.: Enquête mensuelle sur la population active, menée par Statistique Canada auprès d'un échantillon de la population canadienne âgée de plus de 15 ans. Voir par exemple, Statistique Canada, *Méthodologie de l'enquête sur la population active du Canada*, Catalogue 97-001, avril 1984.

13. T. Burch, *Enquête sur la famille (1984), conclusions préliminaires*, Statistique Canada, août 1985, Catalogue 99-955, p. 26.

14. Portrait statistique des femmes au Canada, *Statistique Canada*, Division des études sociales et économiques, Ottawa, 1985, p. 52.

Cet accroissement concerne tous les groupes d'âge mais c'est entre 25 et 34 ans qu'il a été le plus marqué, les taux à ces âges étant passés de 45 % à 66 %. Par ailleurs, on sait que c'est la catégorie des mères responsables de jeunes enfants qui a le plus contribué à gonfler les rangs de la population active (34,1 % en 1975 et 51,5 % en 1983)¹⁵. Cette poussée contraste remarquablement avec la stabilité des taux d'activité masculine qui, eux, accusent seulement une légère baisse aux âges élevés¹⁶.

Il s'agit là d'un phénomène général en Amérique du Nord et dans la plupart des pays européens. Nombre d'études ont montré que le processus de restructuration de l'emploi depuis les années 70, a eu pour effet d'attirer une proportion massive de femmes¹⁷. La hausse des taux féminins reflète essentiellement l'évolution de l'économie canadienne et son besoin d'un surcroît important de main-d'œuvre dans les secteurs en expansion, celui des services notamment. En effet, la croissance de l'emploi a été nettement plus rapide dans ce secteur que dans la fabrication et les autres branches productrices de biens, où prédomine la main-d'œuvre masculine. C'est ainsi que, entre 1975 et 1983, les femmes ont décroché environ un million des 1,4 millions d'emplois nouveaux dans les services et, entre 1981 et 1983, elles ont pris 89 % des emplois qui venaient d'y être créés. Dans les industries de biens, la proportion des emplois détenus par les femmes s'est légèrement accrue également, passant de 20 % en 1975 à 24 % en 1983. Cependant, les travailleuses continuent d'y occuper les branches traditionnellement féminisées (textile, fourrure, cuir, alimentation)¹⁸.

Ainsi, on a d'une part, afflux vers des emplois nouvellement créés et d'autre part, maintien dans les ghettos traditionnels. On ne saurait donc parler d'une concurrence accrue entre main-d'œuvre masculine et féminine, et encore moins de substitution du travail féminin au travail masculin. Ce dont il s'agit, comme on l'a largement analysé¹⁹, c'est de la mise en place de nouvelles formes d'emploi, aux caractéristiques particulières, dont la première est la *flexibilité du temps de travail* (horaires rotatifs, emplois à temps partiel, contrats à durée limitée, interruptions longues).

Ces modalités nouvelles, on le sait, n'ont pas entraîné une amélioration des conditions concrètes de travail ni une réduction des inégalités entre hommes et femmes. En 1982, en effet, la majorité des travailleuses restaient concentrées dans les postes les moins rémunérés²⁰. Le quart d'entre elles occupaient des emplois à temps partiel et celles qui travaillaient à temps plein affichaient des gains annuels équivalents à 64 % de ceux des hommes²¹. Ces quelques données situent la hausse des taux d'activité dans le contexte du marché de l'emploi.

Si l'on se place maintenant du point de vue des femmes, et en particulier des mères, cette situation dénote un changement notoire du rapport à l'emploi et dès lors, au travail en général, salarié et domestique. En effet, la hausse des taux d'activité, parmi les catégories qui antérieurement «sortaient» de la population active pour élever leurs enfants (mères âgées de 25-40 ans), suggère

15. Taux d'activité des Canadiennes, selon la situation familiale (avec ou sans conjoint) et l'âge des enfants (préscolaire et 6-15 ans):

	Femmes avec conjoint		Femmes sans conjoint	
	Enfants - 6 ans	Enfants 6-15 ans	Enfants - 6 ans	Enfants 6-15 ans
1975	34,1	47,0	45,4	57,8
1983	51,5	61,4	50,8	65,5

Extrait de: «Portrait statistique des femmes au Canada», *Statistique Canada, op. cit.*, Tableau 3, p. 54.

16. «Portrait statistique des femmes au Canada», *op. cit.*, p. 53.

17. Voir entre autres, M. Huet, «La progression de l'activité féminine est-elle irréversible?», *Économie et statistique*, n° 145, juin 1982, p. 3-18.

18. «Portrait statistique des femmes au Canada», *op. cit.*, p. 47.

19. Voir entre autres P. Bouillaguet-Bernard, J. F. Germe, «Salarisation et travail féminin en France», *Critiques de l'économie politique*, Nouvelle série n° 17, octobre-décembre 1981. D. Linhart et M. Maruani, «Précarisation et déstabilisation des emplois ouvriers, quelques hypothèses», *Travail et emploi*, n° 11, janvier-mars 1982, 27-36. M. A. Barrère-Maurisson, «Gestion de la main-d'œuvre et formes familiales: du paternalisme à la recherche de flexibilité», *Économies et sociétés*, Cahiers de l'ISMEA, 14, 1986, 165-186. Pour le Québec, on se reportera aux travaux de l'I.R.A.T. (Institut de recherche appliquée sur le travail, Montréal), en particulier C. Bernier et H. David, *le Travail à temps partiel: essor et enjeux*, Textes de l'IRAT, n° 5, mars 1986. Pour le Canada, D. Bellemare, L. Poulin-Simon, *le Plein emploi, pourquoi?* Québec, P.U.Q., 1983.

20. «Portrait statistique des femmes au Canada», *op. cit.*, p. 45.

21. *Ibid.*, p. 66.

un amenuisement progressif de la frontière entre la participation directe (salariée) et indirecte (domestique) des femmes à la production sociale. Le clivage entre la catégorie des «actives» et celle des «inactives» est devenu de plus en plus flou, les périodes d'activité salariée et non salariée se succédant et se chevauchant toujours, mais à un rythme mal connu.

Cette hausse des taux peut signifier, soit qu'une proportion plus grande de mères s'insèrent sur le marché de l'emploi (par rapport à celles des générations antérieures qui travaillaient exclusivement au foyer) soit, qu'une plus grande proportion s'y maintiennent (contrairement à celles des générations antérieures qui se retiraient pendant une quinzaine d'années)²².

En d'autres termes, le nivellement progressif de la courbe des taux d'activité féminine par âge, et sa configuration de plus en plus similaire à la courbe masculine, ne signifie pas nécessairement que les comportements d'activité des femmes se sont rapprochés de ceux des hommes. Cette courbe en effet, dissimule le caractère complexe des biographies professionnelles des femmes. Elle ne met pas en évidence l'enchaînement réel des périodes d'activité et d'inactivité, ni la fréquence des entrées et des sorties. Elle ne donne pas d'information sur l'âge auquel se produisent les interruptions, etc.

Ainsi, l'analyse classique par les taux, présente des limites sérieuses, inhérentes à son aspect «statique». La distinction habituelle entre *actives* et *inactives*, si elle se justifie pour dénombrer la population à un moment donné, ne permet pas de rendre compte du déroulement de la vie active. Lorsque celle-ci offre un profil relativement linéaire, c'est-à-dire peu de mouvements d'entrées-sorties, comme dans le cas de la population masculine, les taux d'activité constituent une mesure assez adéquate. Par contre, lorsque les phases d'activité, d'interruption et de reprise sont nombreuses et se succèdent à un rythme irrégulier, comme c'est le cas pour les femmes, ces taux n'ont plus grande signification. En effet, ils ne rendent pas compte des passages successifs d'une catégorie à l'autre. C'est la raison pour laquelle certains courants de recherche ont tenté de substituer à ce type d'analyse statique, une analyse dynamique des comportements d'activité, ceci non plus à partir des données du recensement, mais à partir de données d'enquête²³.

Ces enquêtes sont de deux sortes: soit, elles ont été conçues dans le but précis d'étudier les trajectoires féminines, soit elles l'avaient été à d'autres fins, plus générales, tout en comportant des informations pertinentes sur cette question de trajectoires. Dans le premier cas, il s'agit le plus souvent d'enquêtes portant sur des populations restreintes et définies sur la base de critères jugés significatifs²⁴. Ainsi, les femmes mariées et déjà mères d'un ou deux enfants se retrouvent plus souvent dans ces enquêtes que les célibataires sans enfant, les contraintes familiales étant implicitement considérées comme facteur déterminant de la discontinuité professionnelle. Dans le deuxième cas, ce sont soit des enquêtes d'envergure nationale (comme *The National Longitudinal Survey of Young Women, 1968-1973*²⁵, aux États-Unis, ou encore *l'Enquête canadienne sur la mobilité, 1973*)²⁶, soit des enquêtes plus réduites mais portant sur un thème autre que celui des trajectoires professionnelles (comme *l'Enquête sur la fécondité au Québec, 1971*²⁷, ou *The Quality of Life Survey, 1981*, et

22. Cette question de la signification réelle des taux d'activité féminine est discutée dans plusieurs études, parmi lesquelles A. Labourie-Racapé, M. Th. Letablier, A.-M. Vasseur, *l'Activité féminine. Enquête sur la discontinuité de la vie professionnelle*, Cahiers du Centre d'études de l'emploi, n° 11, Paris, P.U.F., 1977. P. Bouillaguet-Bernard, A. Gauvin, «Le travail féminin. Famille et système productif», *Consommation*, n° 2, 1979, 53-98. M. Huet, *op. cit.*, p. 5-6. J. C. Deville, «Activité féminine et fécondité», *Économie et statistique*, n° 93, septembre 1977. M. Boyd, «Revising the Stereotype: Variations in Female Labour Force Interruptions», Communication présentée aux Sociétés savantes, Université de Montréal, mai 1985.

23. La première du genre est celle que nous venons de citer, A. Labourie-Racape *et al.*

24. On trouve plusieurs exemples de ces études menées à partir d'enquêtes *ad hoc*, dans M. A. Barrère-Maurisson, F. Battagliola, A. M. Daune-Richard, «Trajectoires professionnelles des femmes et vie familiale», *Consommation*, n° 4, 1983, 23-53. Le numéro spécial de *Sociologie du travail*, 3-84, *op. cit.* (note 9). *Le Sexe du travail*, ouvrage collectif, *op. cit.* (note 10).

25. Basée sur cette enquête, voir l'étude de D. H. Felmlee, «A Dynamic Analysis of Women's Employment Exits», *Demography*, vol. 21, n° 2, mai-1984, 171-183.

26. Des résultats de cette enquête, parus récemment sous le titre: M. Boyd, J. Goyder, F. E. Jones, H. McRoberts, P. C. Pineo, J. Porter, *Ascription and Achievement: Studies in Mobility and Status Attainment in Canada*, Carleton Univ. Press, Ottawa, 1985, on retiendra plus particulièrement la contribution de J. Goyder, *Occupational Mobility Among Women*, 297-335.

27. J. Henripin, E. Lapierre-Adamcyk, *la Fin de la revanche des berceaux: qu'en pensent les Québécoises* Montréal, P.U.M., 1974; et J. Henripin, P. M. Huot, E. Lapierre-Adamcyk, *les Enfants qu'on n'a plus au Québec*, Montréal, P.U.M., 1981.

The Class Structure Project, 1982)²⁸ qui ont fourni la matière aux analyses exploratoires de la discontinuité et de ses caractéristiques.

II. LA DISCONTINUITÉ DU TEMPS FÉMININ, SAISIE PAR L'ENQUÊTE SUR LA FÉCONDITÉ AU CANADA (1984)

C'est par le biais des *interruptions d'emploi* qu'on a tenté, à partir de ces enquêtes, de cerner les caractéristiques des trajectoires féminines. Cette approche peut sembler évidente et à la limite, tautologique, si l'on n'a pas en mémoire les théories d'inspiration néo-classique et les présupposés fonctionnalistes sur lesquels reposent la plupart des analyses de l'activité féminine²⁹. On se réfère ici au débat bien connu, en démographie, sur le sens causal de la relation fécondité/activité féminine et qui, quel que soit l'axe privilégié³⁰, situe inmanquablement la question initiale dans *la famille*. C'est-à-dire que la question traditionnelle dans ce débat est: Pourquoi les femmes vont-elles sur le marché de l'emploi? On examine alors, soit les pressions (*economic squeeze*)³¹ qui, aux différentes étapes du «cycle de la vie familiale», obligent les femmes à aller chercher un salaire d'appoint pour compléter celui du gagne-pain principal, le conjoint. Soit, les conditions qui leur *permettent* d'y aller, parmi lesquelles la réduction du nombre d'enfants occupe la première place. L'intérêt récent pour les interruptions d'emploi, suppose une inversion complète de perspective puisque la question, désormais, est de savoir pourquoi les femmes *sortent* du marché de l'emploi, pour combien de temps, et selon quelle fréquence.

L'analyse des interruptions d'emploi est déterminante pour saisir plus précisément ce que recouvre l'évolution des taux d'activité féminine, aux âges 25-34 ans en particulier. Dans quelle mesure ces taux reflètent-ils des changements de comportement des générations successives, ou bien résultent-ils seulement d'effets conjoncturels? Même s'il semble de plus en plus établi qu'ils traduisent bien des transformations profondes à l'échelle des générations, la nature et le calendrier exact de ces mutations sont encore largement méconnus, en raison notamment de l'absence de données adéquates ou suffisamment précises.

En l'absence de telles données, l'*Enquête sur la fécondité au Canada*, réalisée en 1984, est probablement la source la plus complète et la plus appropriée à l'heure actuelle pour creuser cette question³². L'enquête, en effet, permet de reconstituer les calendriers d'activité des femmes *avec enfants* comme de celles *sans enfants*. Elle renseigne sur la fréquence, le moment, la durée et les motifs des interruptions d'emploi. Elle fournit en outre une information détaillée sur le niveau de salaire, le revenu familial, la profession des conjoints, en début et en fin de trajectoire, permettant ainsi de préciser le contexte dans lequel se produisent les interruptions, indépendamment des motifs invoqués par les répondantes. Elle permet enfin de jumeler les événements de la vie active et de la vie familiale, et de regarder comment se modifie l'ajustement de l'une à l'autre. En définitive,

28. Quality of Life Survey, 1981, York University, et Class Structure Project, 1982, Carleton University, s'adressaient toutes deux à des échantillons limités d'hommes et de femmes mariés, âgés de 20-59 ans (1 742 personnes dans le premier cas, et 1 673 dans le second). C'est à partir de ces deux enquêtes que M. Boyd a bâti son analyse exploratoire de la discontinuité professionnelle des femmes au Canada (voir note 22 ci-dessus).

29. On en trouve des synthèses récentes dans F. D. Blau et M. A. Ferber, *The Economics of Women, Men and Work*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1986. C. Sofer, *la Division du travail entre hommes et femmes*, Paris, Economica, 1985.

30. Pour un résumé de ces approches, voir M. Kempeneers, «Quand la démographie s'intéresse au travail des femmes», *Cahiers québécois de démographie*, vol. 14, n° 2, octobre 1985, 147-165.

31. V. K. Oppenheimer, «The Life-Cycle Squeeze: The Interaction of Men's Occupational and Family Life-Cycles», *Demography*, 11 (2), 1974, 227-245.

32. Réalisée en 1984 sous la direction de MM. T. R. Balakrishnan (Univ. of Western Ontario), K. J. Krotki (Univ. of Alberta) et E. Lapierre-Adamcyk (Univ. de Montréal), cette enquête (subventionnée par le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada) constitue une première à l'échelle canadienne. La population visée était l'*ensemble des femmes* âgées de 18 à 49 ans, qu'elles aient ou non un conjoint, des enfants ou un emploi au moment de l'enquête. L'échantillon est représentatif et compte 5 315 femmes. Il s'agit d'un échantillon téléphonique, par génération aléatoire de numéros, et «poststratifié» selon le groupe d'âge et la province. Voir à ce sujet V. Tremblay et G. Trudel, *Enquête sur la fécondité au Canada, rapport méthodologique*, Centre de sondage de l'Université de Montréal, novembre 1984. 170 p. L'objectif était de recueillir des données précises sur l'histoire matrimoniale (unions successives), l'histoire maternelle (grossesses et avortements) et l'histoire de travail (interruptions d'emploi) de ces femmes. On voulait également mesurer certaines attitudes, envers le mariage par exemple, et le partage des tâches domestiques.

cette enquête cumule plusieurs avantages des autres enquêtes qui existent actuellement au Canada et qui ne donnent qu'une information fragmentaire sur ce phénomène de la discontinuité féminine³³.

Ainsi par exemple, l'étude menée par M. Boyd à partir de *Quality of Life Survey* et de *Class Structure Project*, a permis d'avancer que, au Canada, la propension des femmes à sortir d'activité aurait diminué de génération en génération et les calendriers d'entrées-sorties se seraient modifiés de telle sorte que la durée moyenne d'inactivité féminine se serait progressivement réduite. Autrement dit, les cohortes les plus récentes sortiraient d'activité à la fois moins souvent et pour de moins longues périodes. Cependant, ces deux enquêtes ne permettaient pas d'établir une comparaison rigoureuse du calendrier des cohortes successives. De plus, portant sur un échantillon de femmes et d'hommes mariés (ou l'ayant été), ces enquêtes tendent à surestimer le poids des contraintes familiales dans les trajectoires féminines, au détriment des autres contraintes, liées au marché de l'emploi lui-même. En effet, comparant des hommes et des femmes mariés, cette enquête fait ressortir que les responsabilités familiales, comme motif d'interruption, concernent 4/5 des femmes alors qu'elles touchent moins de 1/10 des hommes. Ce résultat correspond grosso modo à ceux obtenus par d'autres enquêtes, entre autres *l'Enquête de la mobilité au Canada*, pour ce qui est de la comparaison des trajectoires hommes/femmes. Il nous amène à nous interroger sur le *poids relatif des contraintes familiales*, en particulier celles reliées aux enfants, dans l'inflexion des trajectoires féminines.

À cet égard, l'Enquête sur la fécondité de 1984 qui, rappelons-le, portait sur un échantillon de toutes les femmes âgées de 18 à 50 ans, mariées ou non, avec ou sans enfants, permet de nuancer beaucoup l'impact effectif de ces contraintes, à la fois dans le temps et selon les catégories professionnelles.

Sans entrer dans le détail de cette enquête, actuellement en cours d'exploitation, nous en présentons quelques résultats à titre illustratif. Ceci afin de montrer la complexité de cette interaction famille-emploi et la nécessité de développer, pour la décrire, une démarche différente.

Au préalable, il convient de préciser ce que l'Enquête a retenu comme définition d'«interruption d'emploi»: il s'agit de tout arrêt d'activité *d'une année au moins*. La même définition avait été retenue dans les enquêtes dont nous avons parlé plus haut. Elle a l'avantage d'éviter de comptabiliser les congés de maternité légaux, et de retenir seulement les interruptions susceptibles de pénaliser fortement la suite de la trajectoire professionnelle³⁴. C'est sur la base de cette définition, rappelons-le, que l'Enquête sur la famille au Canada (1984) a pu montrer que 64 % des femmes de 40-49 ans avaient connu une ou plusieurs interruptions depuis le début de leur vie active, contre 16 % seulement parmi les hommes du même âge.

L'Enquête sur la fécondité permet d'identifier une série de facteurs favorisant ou, au contraire, empêchant le déroulement continu des trajectoires féminines. D'une façon générale, elle confirme un certain nombre de résultats importants que d'autres enquêtes avaient avancés précédemment. Le fait, entre autres, que la discontinuité n'affecte pas de la même façon toutes les catégories professionnelles: au Canada, 36 % seulement des cadres, contre 65 % des ouvrières et des employées des services. On sait en effet que le type d'emploi exercé, et ses conditions intrinsèques (niveau de rémunération, contenu et intérêt des tâches, etc.) sont déterminants dans la modulation des trajectoires. À cela sont évidemment liés le niveau de qualification, ainsi que l'adéquation entre la formation et le premier emploi.

Tous ces facteurs, sont importants et doivent entrer dans l'analyse. Mais ce que l'enquête révèle de plus nouveau et de plus crucial, concerne les responsabilités familiales, et en particulier celles *reliées aux enfants*, dont l'impact sur le profil des trajectoires apparaît très variable selon les circonstances. En effet, l'hypothèse avancée entre autres par M. Boyd, selon laquelle les générations successives de travailleuses présenteraient des profils de plus en plus continus, ne semble s'appliquer qu'à la catégorie de celles n'ayant qu'un seul enfant. Parmi elles, la proportion des discontinues diminue sensiblement de la cohorte la plus âgée (45-49) à la plus jeune (30-34), passant de 66 % à 48 %. Avec deux enfants, plus de 60 % des femmes ont un profil discontinu

33. Enquêtes mentionnées précédemment, soit l'Enquête sur la mobilité au Canada, 1973; *The Quality of Life Survey*, 1981; *The Class Structure Project*, 1982; l'Enquête sur la famille au Canada, 1984.

34. Sur la base de cette définition, sont considérées comme *actives continues*, les femmes qui n'ont pas connu d'interruption d'emploi d'une année au moins, entre le moment de leur premier emploi (d'une durée d'au moins 6 mois) et le moment de l'enquête. Les autres sont considérées comme *actives discontinues*. On notera que cette définition des actives correspond en fait à celle des *actives occupées* de l'Enquête de population active (Statistique Canada), *excluant les actives en chômage* et les *inactives*.

et ce, dans toutes les cohortes envisagées (quinquennales de 30-34 à 45-49, tableau 1). Autrement dit, le deuxième enfant semble constituer une sorte de « seuil » au-delà duquel une fixation plus continue dans l'emploi apparaît impossible. Cependant, la prudence s'impose à ce stade encore descriptif de l'interprétation. Seule, répétons-le, une démarche de type démographique, contrôlant à la fois le calendrier et l'intensité du phénomène pour chacune des générations, devrait apporter un éclairage précis sur la nature des changements.

Par ailleurs, et c'est là un autre résultat remarquable de l'enquête, ce phénomène de la discontinuité est loin d'être réservé aux seules femmes ayant des responsabilités maternelles. En effet, dans toutes les cohortes, on trouve une proportion appréciable de femmes *n'ayant jamais eu d'enfants* et qui ont connu, elles aussi, une ou plusieurs interruptions d'une durée minimale d'un an. Cette proportion varie entre 24 % parmi les femmes âgées de 30-34 ans, et 55 % parmi celles âgées de 40-44 ans à l'enquête.

Ces deux exemples suggèrent que, si les mères d'aujourd'hui, surtout à partir d'un deuxième enfant, ne sont pas plus en mesure que celles d'hier de poursuivre un cheminement d'emploi continu, celles qui n'ont jamais eu d'enfants ne sont guère mieux loties. En d'autres termes, les enfants continuent de peser lourd dans la balance, mais ils sont loin de constituer l'explication unique de ces interruptions d'emploi.

Cela apparaît plus clairement encore, si l'on regarde maintenant le poids relatif, non plus de la *présence effective* des enfants, mais des *motifs* invoqués par les femmes pour expliquer ces interruptions. L'enquête permet de dissocier, parmi ces motifs, ceux qui sont *explicitement reliés aux enfants*, de ceux qui sont reliés à la famille mais sans allusion aux enfants. Distinction importante que nous signalons dans les tableaux ci-dessous, bien que notre commentaire pour l'instant, porte sur les seuls motifs explicitement reliés aux enfants.

On voit que « les enfants » n'interviennent que pour 52 % des motifs invoqués pour justifier la *première* interruption. Pour justifier l'inactivité au moment de l'enquête, ils n'entrent plus que pour 43 % des motifs invoqués. Ce sont les raisons liées aux conditions du marché du travail qui ont gagné du terrain entre ces deux moments : alors que le marché du travail ne représente que 15 % des motifs de la première interruption, il représente 31 % des motifs de l'inactivité au moment de l'enquête (tableau 2).

Tableau 1

Distribution (%) des femmes selon le profil d'activité et le nombre d'enfants au moment de l'enquête, par groupes d'âge

Groupes d'âge		Ensemble des femmes	Nombre d'enfants			
			0	1	2	3 +
45-49	Inactives totales	11,2	10,0	1,9	8,0	13,9
	Actives continues	26,1	40,9	32,1	24,3	24,0
	Actives discontinues	62,7 (593)	49,1 (47)	66,0 (51)	67,7 (135)	62,1 (360)
40-44	Inactives totales	7,8	7,4	3,6	5,8	10,1
	Actives continues	27,8	37,9	32,6	29,0	24,0
	Actives discontinues	64,4 (643)	54,7 (65)	63,8 (75)	65,2 (195)	65,9 (308)
35-39	Inactives totales	6,8	1,3	5,6	5,4	11,7
	Actives continues	30,3	57,9	36,6	25,1	21,8
	Actives discontinues	62,9 (844)	40,8 (123)	57,8 (114)	69,5 (337)	66,5 (270)
30-34	Inactives totales	7,1	5,9	2,9	6,4	14,3
	Actives continues	40,9	70,0	48,8	32,8	17,7
	Actives discontinues	52,0 (921)	24,1 (200)	48,3 (172)	60,8 (376)	68,0 (173)

SOURCE: Enquête sur la fécondité au Canada, 1984.

Tableau 2
Poids relatif des motifs d'interruption ou de réduction d'activité (%)

	Arrêt n° 1	Arrêt n° 2	Inactivité à l'enquête	Temps partiel
Enfants	52,3	48,7	42,7	21,0
Mari – Maison	18,3	12,7	8,0	4,3
Marché du travail	15,3	23,2	31,4	54,0
Motiv. pers. (santé)	6,2	8,6	10,0	11,4
Études	7,6	5,1	6,5	8,9
Autres	0,5	0,2	1,4	0,4
Nombre de cas	2 360	656	1 923	229

SOURCE: Enquête sur la fécondité au Canada, 1984.

Tableau 3
Motifs de la première interruption selon la catégorie professionnelle au premier emploi (%)

	Employées administration	Employées services	Ouvrières
Enfants	60,4	44,3	39,1
Mari – Maison	14,2	24,6	25,7
Marché du travail	11,4	16,7	24,8
Motiv. person. (santé)	5,0	8,3	6,7
Études	8,2	5,5	3,4
Autres	0,8	0,6	0,3
Nombre de cas	823	450	286

SOURCE: Enquête sur la fécondité au Canada, 1984.

Quant aux motifs avancés pour expliquer le travail à temps partiel, dont on sait qu'il concerne un peu plus du quart des femmes occupées au Canada et dont on a coutume de dire qu'il résulte d'un choix consenti par les femmes pour concilier leur double rôle, on s'aperçoit que «les enfants» n'entrent que pour 21 % de l'explication, alors que les conditions du marché du travail y entrent pour 54 % (tableau 2). Ces résultats convergent avec des données peu diffusées de l'EPA (enquête sur la population active au Canada) et qui estiment à 19 % le poids relatif des «obligations familiales» dans l'ensemble des motifs invoqués par les *femmes mariées* pour expliquer leur statut à temps partiel³⁵.

Par ailleurs, parmi les catégories professionnelles très sujettes à la discontinuité, les motifs explicitement reliés aux enfants ont un poids inégal. C'est ainsi que, pour expliquer la première interruption, «les enfants» représentent 60 % des motifs invoqués par les employées de l'administration. Ils ne représentent que 39 % des motifs invoqués par les ouvrières. Les conditions du marché du travail, pour ces dernières, ainsi que pour les employées du secteur des services, ont, proportionnellement, une importance deux fois plus grande que pour la moyenne des autres catégories (tableau 3). Il est clair, comme nous le soulignons précédemment, que les conditions intrinsèques du travail en manufacture ou dans les services, viennent s'ajouter aux aléas du marché de l'emploi pour ces catégories, comme facteur de discontinuité.

Ainsi, on le voit, l'interaction famille-emploi est complexe. Néanmoins, les données présentées ici amènent à nuancer fortement l'idée couramment véhiculée, selon laquelle les femmes doivent interrompre leur vie professionnelle *d'abord et avant tout* à cause des enfants: un grand nombre d'entre elles s'interrompent alors qu'elles n'ont pas d'enfants, et un grand nombre de celles qui en ont, s'interrompent pour d'autres motifs que les enfants.

35. «Moyennes annuelles de la population active, 1975-1983», n° 71-529 au Catalogue de *Statistique Canada*. Cité dans *Portrait statistique des femmes au Canada*, op. cit., p. 61.

III. AU CROISEMENT DE LA FAMILLE ET DE L'EMPLOI

Nous venons de montrer que, si les enfants restent un obstacle important à la continuité professionnelle des femmes, leur poids n'est pas uniforme mais varie fortement selon les filières d'emploi. De plus, s'ils expliquent à 50 % une première interruption, ils expliquent beaucoup moins une seconde, et encore moins le travail à temps partiel.

Ce constat nous oblige à élargir notre approche, afin d'englober en les dépassant, celles qui voient dans les responsabilités maternelles la cause essentielle de la discontinuité féminine.

La situation est donc la suivante: d'une part, du point de vue du marché de l'emploi, les femmes semblent représenter le genre de main-d'œuvre dont on a besoin. Elles présentent les caractéristiques recherchées actuellement par les entreprises, notamment une grande flexibilité face au temps de travail, tant sur le court que le long terme. D'autre part, du point de vue des femmes, on voit qu'elles se présentent effectivement avec les dispositions voulues, occupant les postes précaires, travaillant à temps partiel et connaissant de longues interruptions.

Cela suppose que le système peut compter sur un certain nombre de mécanismes qui vont rendre les agents femmes flexibles, les distribuer et les maintenir à leurs places. Du côté du marché de l'emploi, on a largement illustré le fonctionnement interne et «systémique» des mécanismes de discrimination³⁶. Hors du marché de l'emploi, il en existe une série d'autres dont l'imbrication est complexe, mais qui relèvent entre autres de diverses contraintes liées aux rapports qui structurent les familles aujourd'hui. Un survol, même sommaire, de quelques données récentes sur les familles au Canada, permet de montrer que les femmes se trouvent, à la fois, coincées par la persistance de contraintes traditionnelles, et forcées de rencontrer les exigences de contraintes nouvelles, induites par la transformation des familles.

1. DES CONTRAINTES DE LONGUE DATE

Par contraintes traditionnelles, nous désignons celles de la division du travail dans la famille qui, en dépit de certains discours optimistes, continuent de laisser aux femmes la plus large part des responsabilités, qu'il y ait ou non des enfants. Ce n'est pas que les femmes s'opposeraient à une répartition plus égalitaire, comme en témoigne le tableau ci-dessous (tableau 4).

On notera que ce tableau n'est pas désagrégé par catégorie professionnelle. Or, on le sait, c'est parmi les catégories élevées (cadres, enseignantes, etc.) que les tâches domestiques ont fait l'objet d'une relative redistribution. Cela donne une idée du *statu quo* qui prévaut dans les autres catégories.

Ainsi, l'obligation que rencontrent la majorité des femmes, encore aujourd'hui, de concilier leur «double rôle», c'est-à-dire un travail double, circonscrit étroitement leur rapport au temps. Comme l'a analysé D. Kergoat à propos des ouvrières, les femmes ne font finalement que gérer un temps dont la quantité et les plages sont décidées en dehors d'elles³⁷.

Il va sans dire que cette persistance des contraintes domestiques dans la vie des femmes joue un rôle déterminant dans leur rapport au travail et surtout dans leurs projets de carrière éventuels³⁸.

2. DES CONTRAINTES NOUVELLES

Ces contraintes traditionnelles se sont vues peu à peu imbriquées dans l'ensemble de celles, plus récentes, générées par le processus de déstructuration-restructuration des familles.

Autant les femmes se trouvent aux premières loges des transformations de l'emploi, autant elles sont également les premières touchées par le bouleversement sans précédent des structures de la famille. La hausse spectaculaire du nombre de personnes vivant seules, ainsi que celui des familles monoparentales, sont des phénomènes féminins, au sens où les femmes sont largement majoritaires dans ces deux groupes en accroissement rapide. Ainsi en 1981, près d'une famille sur dix avait pour chef une femme seule. Cela représente 590 000 familles, soit une augmentation de 59 % par rapport à 1971. En revanche, le nombre de familles époux-épouses et de familles

36. H. David, *Femmes et emploi, le défi de l'égalité*, P.U.Q., IRAT, 1986.

37. D. Kergoat, *les Ouvrières*, Paris, Le Sycomore, 1982.

38. P. Armstrong, H. Armstrong, *The Double Ghetto. Canadian Women and their Segregated Work*, McClelland and Stewart, Toronto, 1982.

Tableau 4
Le partage des tâches domestiques entre hommes et femmes (Canada, 1984)

A. *Entre le rêve...*

Voici comment *les femmes désireraient* que soit répartie la charge de travail entre elles et leurs conjoints. Selon elles, les tâches relatives aux enfants devraient revenir:

Uniquement à la femme	0,2
Surtout à la femme	6,7

Également à l'homme et à la femme	93,0
-----------------------------------	------

Principalement à l'homme	0,1
--------------------------	-----

Total des femmes interrogées	5 302
------------------------------	-------

Les tâches ménagères (cuisine, ménage) devraient revenir:

Uniquement à la femme	1,2
Surtout à la femme	18,6

Également à l'homme et à la femme	80,0
-----------------------------------	------

Principalement à l'homme	0,2
--------------------------	-----

Total des femmes interrogées	5 211
------------------------------	-------

B. *... et la réalité*

Voici comment se répartissent les tâches *dans les faits*:

	Préparation des repas %	Tâches ménagères %	Soins au bébé %	Magasinage vêtements enfants %	Supervision travaux scolaires %
Toujours la femme	26,0	20,7	23,0	38,4	20,2
Surtout la femme	53,0	49,7	47,7	38,8	29,9
	{ 79,0	{ 70,4	{ 70,7	{ 77,2	{ 50,1
Répartition égale	17,1	27,9	28,8	22,2	43,5
Principalement le conjoint	3,9	1,7	0,5	0,6	6,4
Total des femmes interrogées	3730	3704	2964	2970	2264

SOURCE: *Enquête sur la fécondité au Canada, 1984.*

monoparentales dont le chef est un homme, ne s'est accru que d'un peu plus de 20 % au cours de la même période. La majorité (56 %) des femmes seules, chefs de familles étaient divorcés ou séparées, environ 33 % étaient veuves et 11 % ne s'étaient jamais mariées. Parallèlement à cet accroissement du nombre de familles à parent unique de sexe féminin, le nombre de *ménages d'une personne* a plus que doublé entre 1971 et 1981, passant de 800 000 à près de 1,7 millions. Sur ce nombre, près de 1 million était des femmes. Parmi elles, le groupe le plus important est celui des femmes âgées: en 1981, le tiers des *femmes âgées* de plus de 65 ans vivaient seules, alors que la proportion équivalente parmi les hommes était seulement de 13 %. Bien que la proportion de femmes seules soit moins élevée parmi les *plus jeunes*, leur nombre a augmenté plus rapidement que celui des femmes âgées. Cela est particulièrement net parmi celles *âgées de 15-34 ans*, où le nombre de personnes seules a plus que triplé au cours des années 70. En bref, jamais dans son histoire, le Canada n'a compté une telle proportion d'individus, en majorité des femmes, vivant à l'extérieur du «noyau traditionnel à deux parents».

Le recul de l'âge du mariage, le doublement en dix ans des taux de divorce, la généralisation de l'union libre et les diverses formes de célibat sont à l'origine de cette situation sans précédent. La baisse du taux de nuptialité, observée depuis 1970, s'inscrit dans un contexte mal connu encore mais où ces différents facteurs interviennent. En 1982, l'âge moyen des femmes qui se mariaient

pour la première fois était de 23,7 ans, c'est-à-dire presque une année entière de plus qu'en 1970. Par ailleurs, même si les données récentes suggèrent que l'union libre semble plus correspondre à une étape transitoire qu'à un choix définitif dans la vie des couples, il est trop tôt encore pour se prononcer sur son impact à moyen et long termes. Enfin, la population en âge de se marier comprend un nombre croissant de femmes divorcées et veuves, pour qui la probabilité de trouver un conjoint est plus faible que pour les femmes célibataires.

La réduction de la fécondité, observable dans toutes les catégories d'âges (le taux de fécondité générale des Canadiennes âgées de 15 à 49 ans a chuté de 71 à 56 % entre 1970 et 1982), se traduit de deux façons sur la structure des familles: d'un côté, par l'augmentation du nombre de couples sans enfant et de l'autre côté, par le rétrécissement de la taille des familles avec enfants. Entre 1971 et 1981, le nombre de familles sans enfant vivant à la maison s'est accru de 38 %, alors que le nombre de familles époux-épouse avec enfants n'a augmenté que de 14 %. Ces chiffres comprennent les familles qui n'ont jamais eu d'enfant et celles dont les enfants ne vivent plus à la maison. Il est difficile d'estimer l'accroissement du seul nombre de familles n'ayant jamais eu d'enfant, le recensement de 1981 étant le premier à avoir posé une question sur le sujet: à cette date, 15 % de toutes les familles n'avaient jamais eu d'enfant. On sait cependant que la proportion de femmes mariées au moins une fois et qui n'ont jamais eu d'enfant, a augmenté dans tous les groupes d'âge de 40 ans et moins. Au niveau global, donc, réduction du nombre d'enfants pour une partie des familles, plus d'enfant du tout pour les autres³⁹.

Les conséquences de ce bouleversement des repères familiaux sont diverses. Selon qu'elles font encore partie ou non d'un noyau familial de type traditionnel, les femmes voient leur champ de manœuvre face à l'emploi différemment circonscrit.

On peut penser en effet que les contraintes sont moins lourdes pour celles qui peuvent compter sur l'apport financier d'un conjoint. Cela est sans doute vrai si l'on compare la situation de ces femmes avec celle des chefs de famille monoparentale, ou encore des femmes seules. Il faut cependant rappeler ici les données récentes sur le revenu des familles au Canada, montrant bien qu'un revenu unique suffit de moins en moins à faire vivre les ménages canadiens, et que c'est la contribution croissante des femmes qui a permis de ralentir la baisse du revenu réel des familles depuis 1979⁴⁰. Autrement dit, leur participation à l'emploi est devenue une nécessité, elle n'est plus un simple volant d'ajustement ou une activité procurant un salaire d'appoint.

Pour les autres, les femmes seules ou chefs de famille monoparentale, cette nécessité devient un impératif absolu, si l'on se réfère aux données sur l'évolution du revenu moyen des familles, selon qu'elles ont pour chef un homme ou une femme. Il ressort en effet que les revenus des familles dont le chef est une femme correspondent invariablement, depuis 1971, à la moitié de ceux des familles dont le chef est un homme. (En 1971, le revenu moyen des familles qui avaient pour chef une femme se montait à 5 446,00 \$ contre 11 235,00 \$ pour une famille dont le chef était un homme. En 1982, ces chiffres étaient respectivement de 18 398,00 \$ et de 36 221,00 \$)⁴¹.

Ainsi, l'émergence de situations matrimoniales et de familles multiformes, a induit un ensemble de contraintes nouvelles pour les femmes et ce, en dépit de la réduction du nombre moyen d'enfants à élever. En effet, la majorité d'entre elles sont obligées de se maintenir sur le marché du travail, leur salaire étant désormais une composante structurelle des ressources du ménage, quelles que soient la taille et la définition de celui-ci. Par ailleurs, si l'on en juge par leur niveau matériel d'existence (données sur le revenu), elles restent manifestement piégées par leur statut de femmes. Il faut bien voir que ces contraintes des nouvelles formes de l'emploi et de la famille n'agissent pas isolément et à sens unique, mais s'accompagnent d'«effets-retour» qui s'enchevêtrent et se renforcent mutuellement. Cette situation où l'on a d'une part, maintien des femmes à la tête des responsabilités domestiques et non-engagement des hommes dans ce domaine, et d'autre part, obligation de plus en plus forte, pour les femmes, de se maintenir sur le marché de l'emploi, suppose une réorganisation du «temps féminin» dans son ensemble. Ce, en dépit du relais pris par l'État et ses politiques d'aide sociale, dont on sait qu'elles ont pour effet d'entretenir le cercle vicieux de la précarité.

39. *Portrait statistique des femmes au Canada, op. cit.*, pp. 1-23. Sur les familles monoparentales en particulier, voir C. LeBourdais et D. Rose, «Les familles monoparentales et la pauvreté», *Revue internationale d'action communautaire*, 16/56, automne 1986, pp. 181-188.

40. *Portrait statistique des femmes, op. cit.*, p. 70-71.

41. *Ibid.*, p. 77.

CONCLUSION

Tous ces changements, dont nous venons de tracer rapidement les principaux traits, atteignent le système social en divers points dont on connaît mal les liens d'interaction réciproques. Il ressort clairement, néanmoins, que les femmes se trouvent au point où s'entrecroisent ces lignes de changement, ceci par leur travail. C'est-à-dire, par la position charnière qu'elles occupent à la jonction de la sphère domestique et de la sphère non domestique du système, et par le travail qu'elles effectuent, tour à tour ou simultanément, des deux côtés.

On a rappelé que les femmes sont devenues une composante structurelle du marché de l'emploi: la croissance de l'économie canadienne ces quinze dernières années, a requis un surcroît important de main-d'œuvre dont les femmes ont fourni l'essentiel. La hausse des taux d'activité féminine, au cours de cette période, en témoigne. Elle témoigne également du fait que la détérioration de l'emploi liée à la crise des années 80 n'a pas entamé cet élan, au contraire. Ce sont les femmes qui, auparavant, se retiraient du marché du travail pour s'occuper de la famille, ont le plus contribué à cet accroissement de l'activité féminine, soit les mères âgées de 25-34 ans. La hausse particulièrement remarquable observée à ces âges, laisse cependant dans l'ombre les calendriers des générations successives qui modulent cette évolution des taux. Il est clair, cependant que cette activité se déroule selon des schémas distincts de ceux des hommes et, en dépit de la réduction du nombre moyen d'enfants et donc, en principe, d'une réduction des responsabilités familiales, elle reste marquée par une discontinuité importante.

L'analyse des interruptions d'emploi révèle le caractère complexe de l'interaction famille/marché du travail. Les données préliminaires qui ont été présentées ici montrent bien que le poids des contraintes maternelles n'est pas homogène pour toutes les catégories de travailleuses et pèse de façon tantôt directe, tantôt indirecte, sur le déroulement de l'activité professionnelle. Ceci amène à s'interroger sur les conditions dans lesquelles ces contraintes constituent effectivement le déclencheur initial de la discontinuité, et à partir de quel moment cette discontinuité devient elle-même source de discontinuité. On ne peut manquer dès lors, de s'interroger sur les discours tenus à propos des responsabilités maternelles, dans nombre d'analyses sur l'emploi féminin. Et de remettre en question le constat immanquable et fataliste selon lequel, si la situation reste aussi bloquée pour les femmes, c'est probablement dû à la persistance de ce «rôle maternel».

Une analyse plus poussée de la discontinuité féminine, et des multiples facteurs à prendre en compte pour dépasser cette vision réductrice, devrait nécessairement mettre à jour un certain nombre de mécanismes fondamentaux de la réorganisation globale du travail, à la fois dans la sphère domestique et non domestique.

Cet objet d'étude n'existe pas comme tel actuellement, mais émerge de recherches récentes en sociologie et en démographie. Ces recherches relèvent d'une tentative de construction théorique, cela notamment en rompant avec les approches traditionnelles dans le champ de la famille et du travail⁴². Elles veulent rompre également avec le postulat traditionnel du «choix» ou du «cumul» imposé aux femmes. Postulat supposant que les femmes, et principalement les femmes mariées, sont tiraillées entre le travail salarié d'un côté, la maternité de l'autre. De telle sorte qu'elles sont contraintes de choisir l'un en sacrifiant l'autre ou bien de cumuler les deux. Cette conception sous-entend implicitement qu'il existerait deux sphères autonomes: travail salarié d'un côté, travail domestique de l'autre. Il en résulte que l'activité professionnelle des femmes est analysée en référence à la vie familiale, notamment aux charges familiales, ce qui n'est pas le cas pour les hommes.

Il s'agit donc de marquer une rupture par rapport aux travaux qui analysent la situation des femmes comme particularisme d'un modèle général qui serait masculin ou comme relevant de déterminants qui seraient intrinsèquement féminins, c'est-à-dire liés aux femmes elles-mêmes en tant que catégorie biologique de sexe⁴³.

La démarche qui est prônée désormais, saisit ces phénomènes comme relevant d'une seule et même logique: celle de la division sexuelle du travail, à l'œuvre simultanément dans la production domestique et non domestique.

Cette tentative de construction théorique suppose une redéfinition des concepts et des méthodes développés pour l'analyse du *travail* et de la *famille*.

42. M. A. Barrère-Maurisson, F. Battagliola, A. M. Daune-Richard, article cité dans *Consommation*, n° 4, 1983, 23-53 (note 24).

43. *Ibid.*, p. 25.

Du côté du travail, nous avons montré que les catégories statistiques habituelles d'activité/inactivité ne peuvent rendre compte de la réalité du travail des femmes pour qui l'alternative est plutôt activité salariée/activité domestique. Il s'agit de substituer à la mesure statique basée sur les taux, une approche dynamique qui rende compte du déroulement de la vie active des femmes, dans son imbrication avec les événements de la vie familiale. Bref, à une analyse des situations du moment, il est devenu nécessaire de substituer une analyse dynamique des comportements.

Du côté de la famille, la démographie se voit contrainte de remettre en question son outil conceptuel de base, la notion de «cycle de vie familiale». Nous avons montré en effet que les phases classiques du cycle familial correspondent de moins en moins à la réalité des formes mouvantes des familles actuelles. Quant à définir ce qu'est la famille aujourd'hui, il suffit de rappeler la confusion qui a entouré l'élaboration du Livre Vert en 1984, pour se rendre compte de la difficulté de l'entreprise.

La sociologie féministe du travail et de la famille ont bien montré l'articulation structurelle ou «dialectique» des deux sphères, domestique et non domestique⁴⁴ et analysé l'exploitation dont les femmes sont victimes dans le cercle vicieux de cette dynamique. Cependant, ces approches elles aussi, manquent de l'outillage adéquat pour renouveler une image, souvent dépassée, de la famille et du marché du travail.

C'est au prix d'un renouvellement de ces outils conceptuels et méthodologiques que l'on peut espérer parvenir à une appréhension différente des rapports sociaux. Compte tenu de cette position centrale occupée par les femmes dans le processus des transformations sociales, il n'est pas étonnant que c'est dans le champ de la recherche féministe que se dessine aujourd'hui ce renouvellement des perspectives en sciences sociales.

En ce sens, s'il y a crise, il s'agit d'abord et avant tout d'une crise du savoir scientifique sur ces transformations. Dès lors, pourquoi ne pas y voir un moment nécessaire à l'émergence de nouveaux paradigmes⁴⁵?

RÉSUMÉ

Le bouleversement des structures de l'emploi et de la famille, ces vingt dernières années, constitue un défi majeur pour les sciences sociales. Si ces transformations sont complexes et encore trop récentes pour se prêter à une analyse globale, on ne peut manquer d'être frappé par un fait indéniable, à savoir la position charnière occupée par les femmes dans la dynamique de ces changements. Ce sont elles en effet qui, de par les tâches qui leur sont historiquement assignées dans la famille et sur le marché de l'emploi, se trouvent au cœur du processus de réarticulation de ces deux pôles de l'organisation sociale.

Il apparaît dès lors essentiel d'approfondir l'analyse du travail féminin, dont l'alternance salarié/domestique ne correspond plus aux schémas traditionnels. L'hypothèse étant que les transformations de ce travail, tant dans son rythme que dans les rapports qui le structurent, sont un révélateur privilégié des transformations sociales dans leur ensemble. Pour ce faire, une démarche critique s'impose à l'intérieur du découpage disciplinaire dont le travail féminin a fait l'objet. C'est ainsi que les concepts mêmes de travail et de famille demandent à être reconsidérés. Le présent article veut illustrer cette nécessité, et ouvrir des pistes de réflexion tant sociologiques que démographiques.

SUMMARY

The upheaval of employment and family structures in the last twenty years has been a major challenge for the social sciences. Even if these transformations are complex and still too recent to be analyzed overall, one can not but be struck by the undeniable fact that women occupy a pivotal position in the dynamics of these changes. It is women who, by the nature of the tasks historically assigned to them in the family and on the labor market, find themselves at the heart of the process of re-articulation of these two poles of social organization.

Consequently, it appears essential to analyze women's work in greater depth, the alternation between salaried/domestic no longer corresponding to traditional patterns. The hypothesis here is that the transformations which have occurred in women's work, in its rhythm as well as in the relationships which structure it, hold a privileged position in revealing social transformations taken as a whole. To achieve this, a critical approach must be adopted within the disciplinary divisions to which women's work has been subjected. The very concepts of work and of family thus demand reconsideration. The present paper attempts to illustrate this necessity and to open new pathways for reflection both sociological and demographic.

44. N. Sokoloff, *Between Money and Love*, New York, Praeger, 1980.

45. T. Kuhn, *la Structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, Édition française, 1983. S. Dex, *The Sexual Division of Work, Conceptual Revolution in the Social Sciences*, Brighton Harvester Press, 1985.

RESUMEN

El trastorno de las estructuras de empleo y de la familia, estos últimos veinte años, constituye un desafío mayor para las ciencias sociales. Si estas transformaciones son complejas y aún muy recientes para hacer un análisis global, no podemos dejar de extrañarnos de un hecho innegable, como la posición de nexa ocupada por las mujeres en la dinámica de estos cambios. Son en efecto ellas que, por las tareas que históricamente les han sido asignadas dentro de la familia y en el mercado de trabajo, se encuentran en el seno del proceso de rearticulación de estos dos polos de la organización social. Parece entonces esencial profundizar el análisis del trabajo femenino, cuya alternancia asalariado/doméstico no corresponde más a los esquemas tradicionales. La hipótesis es que las transformaciones de ese trabajo, tanto en su ritmo como en las relaciones que lo estructuran, son reveladores privilegiados de las transformaciones sociales en su conjunto. Para que así sea, se impone una gestión crítica al interior de la repartición entre diversas disciplinas que han tenido como objeto de estudio el trabajo femenino. Es de esta manera que los conceptos mismos de trabajo y de familia deben ser reconsiderados. El presente artículo quiere ilustrar esta necesidad, y abrir pistas de reflexión tanto sociológicas como demográficas.